

Le mystère des méde

Entrisme. Quinze professionnels cubains ont débarqué en Martinique le 26 juin. Une mission pas si humanitaire.

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE EN MARTINIQUE,
CLAIRE MEYNIAL

Lorsqu'il ôte son masque, son sourire confirme ce que ses yeux plissés, derrière de fines lunettes, suggéraient: Abel Santiesteban est un homme affable. Les consonnes avalées et le tutoiement fleurent bon la chaleur de son île, qu'il imagine, depuis le toit de cet hôtel de Fort-de-France, baignée par l'océan au-delà de la rocade. «*Tout le monde nous a bien accueillis*», répète-t-il. Santiesteban est le chef de brigade des 14 médecins cubains arrivés le 26 juin. «*Vous recevoir est un moment dont l'histoire de ce pays se souviendra*», a dit Alfred Marie-Jeanne, le président de la collectivité territoriale de Martinique (CTM), sans que l'on sache quel pays. Les Cubains ont brandi le poing et leur drapeau, les Martiniquais ont agité le leur, orné d'un lambi (coquillage), où certains ne voient qu'une lubie de l'indépendantiste de 84 ans qui se fait appeler «*président de la Martinique*». «*Quand leur hymne a retenti, certains Cubains pleuraient*, raconte Jean-Pierre Jean-Louis, délégué FO du CHU de Martinique. *C'est peut-être de l'amertume.*»

De l'amertume? La crise du Covid a vu Cuba envoyer 3 000 médecins à l'étranger. En Europe, l'Italie et Andorre ont précédé la France. Le 23 août, à l'université d'été de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon les a fait applaudir: «*Merci aux médecins cubains qui sont venus en France. Parce qu'à la Martinique, ce sont eux qui sont venus nous aider.*» En fait, ils sont arrivés au creux de la crise. «*On s'est demandé si on allait annuler*, relate François



Porte-drapeau.

Abel Santiesteban (à g), généraliste, et une délégation de médecins cubains arrivent à la Martinique, le 26 juin, dans le cadre d'un programme d'assistance médicale.

AFP

Medecins cubains



Roques, président de la commission médicale d'établissement du CHU. *Mais on a un problème d'isolement géographique, d'attractivité pour les medecins. Etre français, dans la Caraïbe, c'est une paralysie. On envisage une coopération.* »

L'idée ne date pas d'hier. La sénatrice Catherine Conconne s'est battue (avec Dominique Théophile, en Guadeloupe) pour un décret, publié le 1^{er} avril, qui autorise Guadeloupe, Martinique, Guyane, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon à recruter des medecins diplômés hors Union européenne. « Trente des 34 communes de la Martinique sont sous-denses, explique-t-elle. Les étudiants font l'internat en métropole et 60 % ne reviennent pas. » Au CHU, Benjamin Garel, directeur général, développe : « Il nous manque 60 medecins. On a un radiologue, pas assez de pneumologues, d'hématologues, de néphrologues. En chirurgie cardiaque, on a eu quatre départs en six mois. Parfois, on surpaie un CV médiocre. » Nabil Mansour, directeur de la clinique Saint-Paul, bâtiment colonial restauré qui accueille aussi les Cubains, déplore : « À cause du numerus clausus, la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane ont les plus faibles densités de medecins de France. » L'Insee en recense 291 pour 100 000 habitants en Martinique, contre 340 en métropole. Ridicule par rapport à Paris (858) mais plus que la Seine-et-Marne (214) ou l'Eure (167).

Statut de stagiaires. Pour Anne Criquet-Hayot, à la tête de l'Union régionale des medecins libéraux de Martinique, l'importation de praticiens hors UE est pourtant « une fausse solution à un vrai problème ». L'Union régionale des medecins libéraux a approuvé un texte s'y opposant, ce que certains voient comme du corporatisme. « En Guyane, au bout de trois ans, les medecins hors UE ont filé en métropole », répond-elle, prônant des mesures pour attirer les medecins, tout comme Catherine Conconne.

Ce n'est pas cette mission de trois mois qui sauvera l'île. Les Cubains ne ■■■



Rappel. Au Brésil, en novembre 2018, les médecins cubains doivent rentrer chez eux : le président Bolsonaro a déclaré que le programme ne se poursuivrait que si le gouvernement cubain acceptait de leur verser les pleins salaires...

■■■ parlent pas français et sont supervisés par des médecins. « Je ne leur ai pas donné l'autorisation d'exercer, ils ont un statut de stagiaires, pas question qu'ils soient seuls avec un patient », assure Jérôme Viquier, directeur de l'Agence régionale de santé (ARS). Ils sont assistés d'un traducteur, ce qui brise le secret médical. « Il parle au bloc », s'exaspère Hossein Mehdaoui, chef du pôle réanimation, anesthésie, Samu. Il a onze médecins en réanimation quand il en faudrait vingt et des anesthésistes qui préfèrent les contrats à 800 euros la journée aux postes de titulaires. Mais il reste prudent : « J'ai deux Cubains, je ne les laisse rien faire seuls, ils n'ont ni autorisation de l'ordre, ni assurance. Et si un patient porte plainte ? » Raymond Hélénon, président de l'Ordre des médecins de Martinique, confirme qu'il n'a « pas du tout été consulté ». Leur niveau n'a pas été évalué. Concomme ne décolère pas : « C'est un coup politique de Marie-Jeanne, la mouvance indépendantiste est proche de l'esprit cubain. Dans mon projet, une commission validait les candidatures. » Mais « vu les circonstances exceptionnelles du Covid-19 », le décret autorise une procédure simplifiée. Le 9 avril, l'Assemblée de Martinique a voté une « dépense de l'ordre de 300 000 euros », selon le rapport de la séance. Pour des stagiaires assistés qui n'ont pas le droit de prescrire.

Peu importe, la collectivité territoriale y tenait. Lors d'une réunion sur le Covid en mai, « à l'Association des États de la Caraïbe, dont la Martinique est membre asso-

cié, beaucoup de territoires ont fait appel à Cuba, le référent », rapporte Maguy Marie-Jeanne, cheffe de service Relations internationales et coopération au conseil régional de Martinique, qui précise qu'elle ne voit pas Alfred Marie-Jeanne comme son père (ce qu'il est), mais comme « le président ». L'idée est une coopération de long terme, selon Hélénon : « Une commission territoriale de médecins de l'Ordre et de la faculté, avec un titulaire par discipline, évaluera leur français et leur niveau. » Ce sera difficile, sans lien avec les facultés cubaines. Or les Cubains sont en retard, en radiologie notamment. Quand on demande à Santiesteban ce qui l'étonne en France, il répond : « On est très », puis « un peu impressionné par la technologie ». Mehdaoui confirme : « Ils ont des techniques à l'ancienne, utiles sur un champ de bataille, parce qu'ils n'ont pas les machines. »

N'en déplaise à Jean-Luc Mélenchon, qui avait clamé « un peu vite » que Cuba possédait un vaccin contre le cancer du

Les médecins envoyés à l'étranger rapportent à Cuba 7,7 milliards de dollars, loin devant le tourisme.

poumon, la fameuse excellence de sa médecine est invérifiable. Les médecins qui ont profité de missions pour désertir nous ont tous confié, au Brésil, avoir menti sur les chiffres. Comme Yarennis : « Au Venezuela, ils exigeaient qu'on voie un nombre énorme de patients. Je ne pouvais pas les obliger à venir, je les inventais. Tout était supervisé, il fallait tout noter, même les patients inventés, ils vérifiaient les médicaments utilisés. On les cachait, on les rapportait à Cuba, ou on les donnait. » Cette pratique est aussi répandue à Cuba. Ana, à São Paulo, était à la polyclinique de Santiago : « Il fallait qu'on mente tout le temps ; par exemple, il ne fallait pas reporter les cas de dengue. C'était une véritable humiliation. Sur le Covid, c'est impossible de savoir combien de cas ils ont, ils mentent sur tout. »

Stratégie. En 2005, après l'ouragan Katrina, Fidel Castro proposa 1 586 médecins à La Nouvelle-Orléans. George W. Bush déclina mais la brigade était née, et le Comandante lui donna le nom du New-Yorkais Henry Reeve, général de brigade de l'armée indépendantiste cubaine entre 1869 et 1876. C'est celle de la Martinique. Mais les brigades internationales sont nées avant. « L'initiative a commencé en 1960, lorsque le jeune gouvernement révolutionnaire de Cuba envoya des brigades de médecins en Algérie et au Chili après un tremblement de terre. La Havane comprit qu'elle avait trouvé une stratégie imbattable : l'État pouvait mobiliser des médecins à la dernière minute et les envoyer partout, même des endroits difficiles, les faire travailler sous des contrats uniques et les faire rester aussi longtemps qu'il voulait. C'était une publicité pour le socialisme et une manière de renforcer les liens avec les nations hôtes », écrit Maria Werlau, spécialiste des médecins cubains. En 2002, Hugo Chavez signe avec Cuba : le Venezuela paie les médecins cubains pour y soigner gratuitement, ainsi que dans d'autres pays de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (Alba). Ailleurs, Cuba facture, en devises. En mai 2003, Fidel, communicant de génie, proclame : « Nous n'envoyons pas de bombes sur les autres peuples, ni de milliers d'avions pour bombarder des villes. Mais nous serions capables d'envoyer les médecins nécessaires dans les zones les plus reculées. » En 2015, ils étaient 50 000, et, depuis 1960, les chiffres officiels en recensent plus de 400 000 dans 164 pays. Longtemps, Cuba a prétendu qu'ils s'agissait d'humanitaire. Mais, en 2010, il a



Brigade. Des médecins cubains, devant un portrait de Fidel Castro, s'apprentent à rejoindre l'Italie pour lutter contre le Covid-19, en mars.

fallu expliquer l'importance des exportations dans les finances et le manque de médecins sur l'île. En 2018, les revenus des missions médicales, selon le Bureau national des statistiques, s'élèvent à 7,7 milliards de dollars, loin devant le tourisme, 1,25 milliard, et les transferts de la diaspora, 3,716 milliards en 2019 (The Havana Consulting Group). Les livraisons de pétrole vénézuélien se sont effondrées, et, en 2019, Cuba a perdu des clients avec le Brésil, l'Équateur, la Bolivie et le Salvador, passés à droite. Et 9 000 médecins sont rentrés, le Covid était une aubaine pour investir de nouveaux marchés.

Le pays hôte paie l'argent de poche sur place et les salaires au gouvernement cubain, qui reverse entre 5 et 25 % aux médecins, sur un compte sur l'île. Maguy Marie-Jeanne refuse de donner les chiffres, FO parle de 23 euros par jour. La voilà, « l'amertume » de Jean-Pierre Jean-Louis : « C'est inadmissible, pour des gens aussi expérimentés. N'importe quel agent de ménage touche plus. C'est du travail forcé. » Santiesteban trouve-t-il son salaire normal ? Il élude : « C'est une histoire entre gouvernements. » C'est faire preuve de peu de curiosité. Angelo, à Brasilia, témoigne : « On nous interdisait de demander combien gagnent les médecins locaux. Quand on me payait 2 976 reis (450 euros), le salaire de

base, c'était 11 000 reis (1 670 euros) pour les autres du programme Mais Médicos. Il était interdit de leur dire combien on gagnait. » Carlos : « Cuba recevait 12 000 reis par médecin (4 440 euros en 2013). Ça nous a ouvert les yeux de le savoir. » Certes, le salaire d'un médecin en mission est supérieur aux quelque 50 euros qu'il touche sur l'île, où les Cubains paient 14 euros par mois en charges, 84 euros un forfait Internet, 170 euros un studio en centre-ville. Mais la population « lutte », sans transports, médicaments ou nourriture. Les sanctions n'expliquent pas tout : depuis la réforme de 2000, Cuba importe des produits agricoles et médicaux des États-Unis. Elle commerce avec la Chine, l'Espagne, la Russie... « On accepte de partir en mission pour améliorer l'économie de la famille, mais quand on rentre sur l'île, on

Le pays hôte paie les salaires au gouvernement cubain, qui reverse entre 5 et 25 % aux médecins, sur un compte sur l'île.

voit que la situation empire. Je me demandais : « Que fait le gouvernement avec l'argent des missions ? » Quand on sort, on voit les photos des enfants des dirigeants qui vivent comme des millionnaires... », peste Yarennis.

La ponction des salaires est l'un des motifs de deux plaintes à la Cour pénale internationale contre Cuba pour « crimes contre l'humanité pour faits d'esclavagisme ». Les ONG Prisoners Defenders et Union patriotique de Cuba se sont appuyés sur 622 déserteurs. Le 6 novembre, deux rapporteurs de l'ONU ont adressé une lettre à Cuba, s'inquiétant que « beaucoup de médecins qui travaillent à l'étranger soient soumis à des conditions de travail et de vie équivalant à de l'exploitation, des salaires inadéquats. » Human Rights Watch incite « les gouvernements qui font appel aux Cubains pour le Covid-19 » à « pousser les autorités à modifier les règles qui violent le droit à la vie privée, la liberté d'expression et d'association, la liberté individuelle et de mouvement ». Cuba dénonce des accusations « honteuses », et les soutiens du castrisme jugent que la gratuité des études justifie le contrôle, comme si nos polytechniciens ne pouvaient sortir de France...

Car les médecins sont un bien d'exportation. L'article 23 de la loi de migration indique que les professionnels « dans les activités vitales pour le développement scientifique, technique, dans des

■■■ programmes stratégiques, des services de santé» ne peuvent obtenir de passeport sans autorisation spéciale. Leur vie en mission est régulée par la résolution 168 du ministère du Commerce extérieur, 22 pages de «Règlement disciplinaire pour les travailleurs civils servant à l'étranger». Le chapitre II détaille treize devoirs, comme «informer ses supérieurs des violations des règles dont [on] a connaissance» et «de ses relations amoureuses». Le chapitre IV énumère 60 infractions: «ne pas informer les chefs de brigade de tout fait qui mérite sanction», «avoir des relations avec des Cubains ou locaux adoptant des positions hostiles à la révolution cubaine»... Le chef de brigade rapporte à un coordinateur ou administrateur, du parti, souvent des services de renseignements. Angelo, au Brésil, relate: «Tu dois être rentré à 18 heures et le signaler au coordinateur. Sinon, s'il l'apprend, tu es sanctionné et tu perds ton salaire. Les gens nous demandaient comment était la réalité cubaine, on nous interdisait de répondre qu'on n'avait rien à manger, qu'il était impensable d'acheter une voiture.» Les sanctions prévoient «l'admonestation publique», une amende, un poste plus rude et le retour à Cuba, avec perte du salaire. La désertion entraîne le bannissement de l'île pendant huit ans, beaucoup ont été privés de l'enterrement de leurs parents.

Œil de Moscou. Santiesteban opère-t-il comme le «chef de maison»? «Le quoi?» Celui qui surveille les autres, rapporte leurs faits et gestes... Il secoue la tête: «Je ne fais pas ça.» Si l'un d'eux désertait, comme en Andorre, en subirait-il les conséquences? «Oui, on me demanderait ce qui s'est passé...» Que pense-t-il des déserteurs, lui qui, à 47 ans, en a passé huit en mission au Venezuela, en Bolivie, en Haïti, au Brésil? «Je ne suis pas dans les cœurs...» Outre les quatorze médecins, la mission en Martinique comprend un «directeur administratif», Onel Silvio Naranjo Valero, diplômé «en éducation, spécialité histoire et sciences sociales». L'administrateur, donc. À l'hôtel, les quinze prennent leurs repas ensemble, dans un espace séparé. Ils ne se déplacent jamais seuls et, outre de joviaux «Bonjour!» à la cantonade, ne parlent à personne. «Il y en a deux, c'est l'œil de Moscou», admet Garel, en référence à Santiesteban et Naranjo. «J'ai tenté de parler aux médecins seuls, il y en a toujours un des deux qui surveille, décrit Mehdaoui. Pour moi, à qui on a enseigné à



Emblème. Che Guevara avec la brigade à Sidi Bel Abbes lors de la première mission médicale internationale cubaine en Algérie, en 1963.

5 ans à ne parler que de la pluie et du beau temps aux inconnus au Maroc, c'est un peu dur.» Un praticien du CHU a parlé en anglais d'un sujet technique avec l'une des médecins de la brigade, elle a été sommée par les surveillants de traduire la conversation en espagnol. Les réactions à ces questions varient. Christiane Bourgeois, directrice de la coopération au CHU, estime qu'il faut «respecter leur vision culturelle». «On est dans la non-ingérence», soutient Maguy Marie-Jeanne, qui ajoute que l'administrateur est spécialiste en gestion de crise. Que fera-t-on si l'un d'eux déserte? «Nous examinerons la demande d'asile», répond le préfet, Stanislas Cazelles, qui souligne que Paris a validé la mission. Octavio Labrada, chirurgien orthopédiste sorti de Cuba sur dérogation il y a vingt et un ans, est tiraillé entre angoisse, fierté, désir d'aider ses compatriotes: «Je connais mon pays, il y a forcément de la surveillance.» Focément? Manoreys Rojas, diabétologue à Miami, a déserté d'une mission en Equateur, en 2016: «L'Institut équatorien de santé sociale avait expulsé l'administratrice, ingénieure formée en Russie, ils ne voulaient pas de non-médecin.»

Ces considérations relèvent de la «carricature», selon Marcel Clodion, du cabinet de l'exécutif. Accuser Cuba d'esclavage, pour Nabil Mansour, c'est «pousser le bouchon un peu loin». «On n'est pas des émerveillés», assure Maguy Marie-Jeanne, qui

**« Comme le dit
notre président,
nous maintiendrons
nos conquêtes. »**
Abel Santiesteban

rappelle que certains songent aux médecins cubains pour un Nobel de la Paix. Roques préfère «financer le régime cubain, plutôt que Bolsonaro, qui déforeste l'Amazonie». A Cuba en 2019, 90 300 habitants étaient en prison, pour 11 millions d'habitants, le plus haut ratio du monde, dont 11 000 pour «dangerosité sociale prédélictive». Selon Gilbert Pago, historien, ces réalités sont inaudibles ici. Il donne rendez-vous au café L'Impératrice, à côté du square où a été brisée la statue de Joséphine de Beauharnais, non loin de celle, disparue, de Victor Schœlcher – deux figures historiques liées à l'esclavage. «Après l'abolition, il est resté autorisé dans les colonies espagnoles, de grandes raffineries à Cuba ont employé des milliers de gens qui ne trouvaient pas de travail ici. Beaucoup de Martiniquais y sont nés», développe-t-il. En 1959, la révolution cubaine a suscité l'admiration. «Les gens mouraient de faim dans la Caraïbe et ils ont créé l'éducation et la santé gratuites. Donc, malgré les aspects critiquables, Cuba, c'est bien.» Elle est devenue un modèle pour les autonomistes anticolonialistes, et le logiciel anti-impérialiste d'Alfred Marie-Jeanne fait recette.

Mensonge. Et Santiesteban, que pense-t-il des accusations d'esclavage? Le sourire de celui qui est à la fois victime et maillon s'efface: «C'est un mensonge des États-Unis. Cuba n'a jamais fait de mal à personne, on a fait la révolution, pris soin de notre peuple, et fait face aux agressions de l'impérialisme yankee. On a démontré qu'un pays de 11 millions d'habitants pouvait affronter tout type d'adversité. Comme le dit notre président, nous maintiendrons nos conquêtes.» Benjamin Garel est ennuyé par le système habituel: «Il n'est pas question que nous fassions un chèque à un État.» Jérôme Viguié aimerait «développer des rapports individuels avec des médecins», pas se voir imposer une brigade. Tout le monde préférerait qu'il n'y ait pas d'administrateur mais, comme dit David Zobda, maire du Lamentin, dont l'hôpital a accueilli des Cubains en 1997, «il faut savoir ce qu'on veut». Le numerus clausus, combiné à ce que le préfet appelle «l'hyperpragmatisme ultramarin» (et la complaisance de la France), offre un boulevard au castrisme. «Ils viennent, on discute, on verra pour la suite», assure Viguié. Cuba ne doute pas. «On trace des lignes pour une coopération de long terme», assure Santiesteban. Il se lève, sourit, tend une main ferme: «Tu as un ami à Cuba.» ■